

LA LETTRE LIBÉRALE d'Emmanuel Garessus, journaliste au Temps

L'autoritarisme à la mode suisse

Un livre politique sort du lot en 2020. Il s'agit de *Twilight of Democracy*, d'Anne Applebaum, gagnante du Prix Pulitzer et éditorialiste au *Washington Post*. L'auteure s'est illustrée par ses écrits sur le communisme, le dernier à être traduit en français étant *Famine rouge: la guerre de Staline en Ukraine* (2019).

Très proche des élites polonaises depuis des décennies tandis qu'elle était correspondante de *The Economist*, mariée à un ancien ministre, elle a été elle-même témoin de l'autoritarisme en vigueur en Pologne. Son livre s'ouvre sur le contraste entre le climat actuel et celui d'il y a vingt ans. Les participants aux réunions et fêtes de l'an 2000 traduisaient un mélange de représentants de toutes tendances politiques au même endroit que l'on ne trouve plus aujourd'hui. La liberté d'expression s'est perdue en chemin.

J'ai immédiatement été conquis par cet écrit, d'ailleurs cité au sein des livres de l'année par des médias tels que *The Economist* et *Financial Times*. Il se lit comme un roman. Malheureusement, ma lecture de ce livre coïncide avec les restrictions de liberté imposées par le Conseil fédéral. Le parallèle peut sembler terrible entre la démocratie illibérale de l'Est, d'autres gouvernements clairement autoritaires et la Suisse. Mais l'incohérence des mesures du gouvernement et l'arrogance qui l'accompagne, faussement dissimulé par un processus dit «consultatif» qui ne sert qu'à limiter les dégâts, renvoient à l'ouvrage d'Anne Applebaum.

L'auteure décrit les fondements de l'autoritarisme, les «prédispositions à l'homogénéité et à l'ordre», le désir de simplicité, la loyauté envers le gouvernement, seul critère permettant d'atteindre le sommet de la hiérarchie, l'absence de tolérance envers la complexité. C'est «un état d'esprit plutôt qu'un ensemble d'idées», juge-t-elle. On rencontre ces mots clés aussi dans la Suisse actuelle.

Anne Applebaum revient sur les avertissements lancés par Julien Benda dans *La Trahison des clercs* (1927). Elle sait que les totalitarismes nazi et communiste ne sont pas des risques présents dans les démocraties occidentales, mais, note-t-elle, la situation est tout de même instable, pénible, déprimante. «Une nouvelle élite, de nouveaux clercs», menacent le système. Ils n'amènent pas une nouvelle idéologie et ne suscitent certes pas la violence. Mais le Conseil fédéral ne supporte pas les critiques, comme si la réalité était noire ou blanche, en tout cas connue de lui seul.

En fait, à la lecture d'Applebaum, je m'aperçois que le mal fédéral est encore plus profond. La démocratie et le marché peuvent produire des résultats qui ne satisfont pas tout le monde, selon l'auteure. Les perdants et les oubliés en viennent «à remettre en cause la concurrence elle-même», écrit Appelbaum.

Ce refus de la concurrence est une caractéristique de l'autoritarisme. Or en imposant des restrictions souvent douteuses, non seulement le fédéralisme ne fonctionne plus, mais le Conseil fédéral désigne lui-même les collectivités et les métiers qui seront défavorisées. En ce sens, les autorités ne prennent-elles pas le chemin de l'autoritarisme?

La Suisse va-t-elle perdre l'équilibre institutionnel qui a fait sa force? «Le libéralisme de John Stuart Mill, Thomas Jefferson ou Vaclav Havel n'a jamais eu pour ambition d'être permanent. Les systèmes de contrôle des démocraties occidentales n'ont jamais garanti la stabilité. Les démocraties libérales ont toujours demandé un effort à leurs citoyens: la participation, l'argumentation, la lutte», écrit l'auteure. Etrangement, au Conseil fédéral, certains membres semblent refuser ces bases du vivre-ensemble démocratique. Faudrait-il baisser la tête et tout accepter? Préférer une polarisation entre Suisses alémaniques et romands à une saine concurrence des cantons?

Friedrich Hayek a montré dans son bestseller *La Route de la servitude* (1944) que l'interventionnisme étatique mène au totalitarisme. Nous n'en sommes pas là. Mais les écrits des intellectuels n'inspirent guère confiance.

Le débat sur les sources socialistes ou non du parti nazi refait surface en cette fin 2020. Dans un article paru dans le *Washington Post*, Ronald Granieri, directeur de recherche de l'Institut Lauder, à l'Université de Pennsylvanie, s'en prend aux libéraux qui placent le national-socialisme au sein du socialisme.

Richard Ebeling, professeur d'éthique et libéral, lui répond par un long article dans l'*American Institute for Economic Research (AIER)*. Il rappelle que pour les nazis, le but était un ordre social égalitaire au profit des «Aryens» qui les libérerait des barrières entre classes. L'objectif économique consistait à garantir un niveau de vie pour tous qui soit offert par un Etat paternaliste et national-socialiste. Ces aspects redistributifs et égalitaires ne sont-ils pas typiquement socialistes? Le moyen utilisé par les nazis pour y parvenir a constitué à confisquer l'argent (et finalement à supprimer les vies) des Juifs. Les nazis étaient effectivement socialistes, même s'ils étaient d'un autre type que Granieri apprécie.

Le Conseil fédéral tue trois siècles de liberté

Un siècle avant la Révolution française, John Locke avait établi le cadre de la société moderne autour du droit de propriété. Avec la colossale finesse de l'éléphant dans un magasin de porcelaine, Alain Berset marche sur cet héritage de trois siècles en interdisant des activités dont rien ne prouve qu'elles propagent le covid, puis en les autorisant à des conditions invraisemblables, puis en les interdisant à nouveau. C'est une attaque contre la liberté d'entreprendre.

La propriété est, pour Locke (*Traité du gouvernement civil*, 1690), une «nécessité métaphysique dans un monde où, affranchi de la création divine, l'homme cherche à définir sa place» (Gaspard Koenig, in *Eloge de la politique*). Ce n'est pas seulement un facteur d'innovation et de croissance. C'est la «raison d'être du gouvernement civil».

L'innovation du philosophe était d'une portée considérable. Le fruit de mon travail est mien parce qu'il émane de mon corps, et mon corps est mien parce que je m'appartiens moi-même, démontre Locke. Cette réflexion n'a jamais été aussi actuelle, non seulement face aux restrictions imposées par les gouvernements, mais aussi dans un monde où nos cellules et nos données sont de plus en plus monétisées. «La propriété de soi doit nous fournir les moyens de retrouver la maîtrise de nous-mêmes et d'échapper à la tyrannie du réseau», montre Gaspard Koenig.

Un monde de tous contre tous

Devant les dysfonctionnements actuels, les fractures au sein de la société, le rejet de l'autorité, le manque de respect pour la propriété privée, nous avons un peu l'impression de retrouver l'époque où, pour reprendre Thomas Hobbes, l'homme est un loup pour l'homme. L'auteur des 600 pages du Léviathan (1651), qui a vécu à une époque de profond chaos, théorise le besoin de l'accord de volonté qui unit les citoyens pour éviter la guerre de tous contre tous.

Ces derniers jours, en ville, les citoyens ne semblaient guère prêter l'oreille aux recommandations fédérales. Les anecdotes personnelles abondent dans ce sens. Le manque de confiance envers les autorités s'accroît. L'autoritarisme à la mode suisse ne passe pas. Certes le Conseil fédéral n'a pas d'idéologie à vendre. Mais leur rhétorique, leurs contradictions et leurs atteintes à la liberté individuelle forment un climat anxiogène potentiellement explosif. Ce n'est pas l'étendue des programmes d'aides qui compte en premier, mais la confiance en l'avenir et la stabilité institutionnelle.

Un nouveau média d'opposition

En raison de leurs penchants socialistes, les médias critiquent trop peu les mesures d'Alain Berset et de Simonetta Sommaruga, leurs arguments, leurs chiffres et leurs «experts». Le rédacteur en chef de la NZZ écrit même que les médias publics ne sont devenus qu'un service de communication du Conseil fédéral. Le terrain est dès lors propice au lancement de nouvelles initiatives issues de la droite.

Markus Somm, l'ancien rédacteur en chef de la Basler Zeitung, a par exemple levé davantage d'argent pour son portail politique en ligne qui démarrera en mars prochain, que Die Republik, le média pur web et de gauche qui a été accueilli triomphalement par la profession. Selon la Weltwoche, Markus Somm aurait réuni 7 millions de francs pour une rédaction d'une dizaine de journalistes. Au sein des financiers, on trouverait Sergio Ermotti (ex-UBS), Rolf Dörig (Swiss Life), Tito Tettamanti et plus d'une douzaine d'autres grands patrons.

Des chercheurs français sur la confiance et les institutions

La confiance envers l'autorité est essentielle. Elle assure également le respect des règles sanitaires, comme le montre l'article de deux professeurs de l'Université de Bordeaux, paru sur le site de recherche économique Voxeu. Olivier Bargain et Ulugbek Aminjonov se sont penchés sur la mobilité des individus dans leurs activités non essentielles et sa relation avec le degré de restriction étatique, en mars et en avril. Sans surprise, l'efficacité des mesures est supérieure dans les pays où la confiance envers les autorités est la plus forte. En langage mathématique, une augmentation de la confiance d'un écart-type (mesure statistique de la dispersion) conduit à une baisse de 10 000 victimes du covid, selon leurs calculs. Un autre travail de recherche observe le même rapport entre la mobilité et la confiance au sein des divers Etats américains.

Dans une situation d'urgence, la confiance est l'instrument de base de toute politique cherchant à persuader les gens, en termes économiques, «d'internaliser l'externalité que l'Etat voudrait imposer à la communauté par leur réduction de mobilité ou l'obligation du port du masque. Pour les deux professeurs français, «les gouvernements devraient eux-mêmes faire preuve de confiance envers les citoyens en décentralisant les responsabilités aux politiciens locaux». A l'évidence, même dans un pays centraliste comme la France, on trouve des arguments anti-Berset.

La famille et le covid

L'étroitesse des liens familiaux que le Conseil fédéral voudrait limiter en cette fin d'année exerce effectivement un rôle clé dans la propagation du virus, selon la dernière livraison de Covid Economics (4 décembre), éditée par le CEPR. Dans «Family Ties and the Pandemic», quatre chercheurs italiens analysent 63 pays et constatent que plus les liens familiaux sont forts et plus le virus se propage. On ne peut certes pas parler de causalité, mais de corrélation. Décomposant les différentes variables, les auteurs montrent que l'attitude à l'égard du bien-être des enfants est le plus risqué. Par contre, plus le respect des parents est fort et plus la propagation du virus est réduite.

L'effet de richesse de la peste noire

La peste noire qui a ravagé l'Europe, l'Eurasie et l'Afrique du Nord au milieu du XIVe siècle a causé la mort de 30 à 50% de la population en cinq ans. Ses conséquences politiques sont connues, mais les effets économiques restent l'objet de débats.

Elle a provoqué la chute de la dynastie Yuan en Chine et la fin de l'Empire byzantin au profit des forces ottomanes. Anthony Edo et Jacques Melitz se penchent sur ses conséquences économiques et en particulier l'effet de richesse, dans un travail publié la semaine passée par le Centre for Economic Policy Research (CEPR).

La peste a réduit la population britannique de 46% entre 1348 et 1451. Cette diminution se traduit en théorie par un gain de richesse de 85% pour les survivants, à supposer que la richesse soit restée constante (mais elle ne bien sûr pas été). En réalité, on a assisté, d'une part, à vingt ans d'inflation, puis à vingt ans de déflation, d'autre part, à une si mauvaise allocation des ressources que l'impact économique final n'a pas été positif.

Quantité d'équipements ont immédiatement perdu leur valeur avec la disparition de leur propriétaire. Une partie de la fortune est aussi devenue la propriété de l'Eglise catholique. Enfin, une hausse générale des prix est intervenue entre 1348 et 1351. L'inflation est directement liée au régime monétaire de l'époque. La monnaie était basée sur les matières premières et n'était pas sous le contrôle de l'Etat. L'augmentation de métaux précieux par personne a dès lors conduit à une hausse des dépenses pour d'autres biens. La déflation, à partir de 1370, s'explique par le déplacement des dépenses de consommation vers des biens étrangers.

L'effet économique de la peste noire a été très positif sur les salaires, mais pas dans le sens moderne du terme. Les salaires étaient en effet très réglementés. En fait, c'est plutôt le nombre de jours salariés, en fonction de la qualité des récoltes et du besoin de main-d'œuvre, qui a augmenté que les salaires eux-mêmes. Mais dans certaines régions, telles que l'Allemagne de l'Est, la Pologne et la Russie, les propriétaires terriens ont poussé au servage d'innombrables personnes et leurs salaires n'ont pas augmenté. Et même si un plus petit nombre de propriétaires se sont retrouvés détenteurs de champs supplémentaires, les loyers n'ont pas baissé et la production n'a pas augmenté.

Bien à vous,

Emmanuel Garessus